

Unité environnement  
24 Boulevard Henri DUNANT  
71000 MACON

MACON, le 27/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TOUROPARC - SAS LIVET  
LA MAISON BLANCHE  
400 rue du Parc  
71570 Romanèche-Thorins**

Références : 2023-0508  
Code AIOT : 0057103027

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2023 dans l'établissement TOUROPARC - SAS LIVET implanté LA MAISON BLANCHE, 400 rue du Parc, 71570 Romanèche-Thorins. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles (dernière inspection du site le 24/05/18). Visite du site fermé au public dans le cadre de la fermeture annuelle. Réouverture le 4 février 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOUROPARC - SAS LIVET
- LA MAISON BLANCHE, 400 rue du Parc, 71570 Romanèche-Thorins
- Code AIOT : 0057103027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le fonctionnement de l'installation est encadré par :

- l'arrêté d'autorisation d'exploiter un parc zoologique n°2014028-0001 du 28/01/2014
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCL-BENV-2015-355-1 du 21/12/2015

Désignation des activités	Volume des activités	Rubrique	Régime
Installations fixes et permanentes de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques	-	2140	Autorisation
Dépôt de bois ou matières combustibles analogues (fourrages)	1 375 m³	1532-2	Déclaration

TOUROPARC dispose également de 6 forages soumis à déclaration au titre de la rubrique :  
**1.1.1.0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage ; création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.**

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements et consommations d'eau
- Gestion des effluents aqueux
- Gestion des déchets
- Prévention des risques d'accidents et sécurité (installations électriques / risque incendie)

Les prescriptions relatives aux conditions de détention et à la surveillance sanitaire des animaux sont évaluées dans le rapport faune sauvage captive associé à ce présent rapport.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. **Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.** Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacitaire / espèces détenues	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 6	/	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, articles 8 et 9	/	Sans objet
4	Gestion des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 10-3	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles de l'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 27	/	Sans objet
6	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 30 - 47	/	Sans objet
7	Gestion des cadavres d'animaux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 40	/	Sans objet
8	Prévention des risques d'accidents et sécurité : installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 32-1	/	Sans objet
10	Incident	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 48	/	Sans objet
11	Clôture des enclos	Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 21	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Liste des espèces détenues et capacitaire associé en cours de régularisation.

Plusieurs non-conformités à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site n°2014028-0001 du 28/01/2014 ont été relevées et doivent faire l'objet des actions correctives définies ci-dessous dans les délais impartis :

Actions correctives	Délai Imparti à compter de la réception du courrier
Placer sur rétention adaptée tous les produits susceptibles d'engendrer une pollution des eaux ou des sols (produits de nettoyage, de désinfection, et de traitement).	Sans délai
Anticiper l'éjointage des oiseaux laissés en liberté afin d'éviter leur évason	Sans délai
Tailler la végétation située sur le grillage et dans l'enclos des servals afin d'éviter leur évason.	Sans délai

Démontrer la présence, sur chaque forage et point de raccordement au réseau d'adduction publique, d'un équipement présentant des garanties équivalentes à un disconnecteur pour éviter des retours de produits ou d'eaux polluées.	1 mois
Installer à proximité de chaque forage un panneau ou pictogramme indiquant la non potabilité de l'eau	1 mois
Surveiller attentivement l'évolution des paramètres non conformes suite aux analyses d'eau des forages et fournir à l'inspection des installations classées un mémoire explicatif décrivant l'analyse des causes des non conformités relevées et les mesures correctives envisagées le cas échéant.	Dès les prochains résultats d'analyses
Réaliser deux fois par an <u>en période d'étiage</u> une campagne d'analyses de la qualité des eaux du Bief permettant une comparaison amont du point de rejet Sud et aval du point de rejet Nord afin d'analyser l'incidence du rejet des effluents de l'installation sur les paramètres biologiques et physico-chimiques définis à l'article 10-3 de l'arrêté préfectoral.	Mai – Septembre 2023

Enfin, les documents suivants devront être transmis sans délai à l'inspection :

- les 2 derniers bordereaux de reprises pour les catégories de déchets suivantes :
  - déchets vétérinaires
  - cadavres, déchets carnés
- les justificatifs de la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans le compte-rendu de vérification annuelle de septembre 2022
- les relevés de la consommation d'eau sur les compteurs « bar du lagon » et « cuisine animaux » sur la période janvier 2021 à juillet 2021.

#### 2-4) Fiches de constats

##### N° 1 : Protection des limites de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques permettent de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 m pour l'ensemble du parc, à l'exception de la zone parking non clôturée.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

##### N° 2 : Capacitaire / espèces détenues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Capacitaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b>

- Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement, exercent une surveillance permanente de l'établissement aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 dudit code.
- Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences du ou des titulaires du certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.
- Les titulaires du certificat de capacité possèdent un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
- Le titulaire du certificat de capacité sur le site est M.Benoît L'HERITIER (Responsable animalier). Il est responsable de l'entretien des collections.
- Tout projet de modification des collections devra faire l'objet :
  - de l'obtention préalable d'une extension de certificat de capacité pour l'espèce considérée ;
  - d'une information de la direction départementale de la protection des populations.

#### Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que certaines espèces détenues ne figuraient pas dans la liste autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCL-BENV-2015-355-1 du 21/12/2015 mais une demande d'extension a été transmise par l'exploitant à la DDPP en mai 2021. L'instruction finale est prévue de façon concomitante à celle du certificat de capacité de Mr Benoît L'HERITIER.

En effet, ce dernier a déposé une demande d'extension de son certificat le 25 mai 2021. pour l'ensemble des espèces détenues actuellement au sein du parc. Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission Nationale Consultative pour la Faune Sauvage Captive (CNCFSC) lors de la séance du 6 octobre 2022 pour une durée probatoire de trois ans et sera prochainement évaluée par la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages (CDNSP) avec un avis favorable de nos services.

La délivrance de ces autorisations associées à celles déjà détenues par Mme Marine GIORGIADIS, vétérinaire du parc permettra de couvrir l'intégralité de la collection zoologique du parc.

De nouvelles évolutions sont dorénavant et déjà envisagées par l'exploitant. Celui-ci devra donc transmettre un port à connaissance au Préfet au sein duquel il détaillera la liste des nouvelles espèces souhaitées et justifiera pour chacune d'elles la présence d'un capacitaire sur le site et le respect des conditions d'hébergement requises.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, articles 8 et 9

Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

#### Prescriptions contrôlées :

- Les différents réseaux (réseau d'adduction public, d'eau de forage, réseaux d'eaux pluviales, réseau d'eaux usées de l'établissement et d'eaux sanitaires) doivent figurer sur les plans, conformément à la norme en vigueur. Le réseau d'eau de forage doit être clairement identifié et des panneaux ou pictogrammes doivent clairement indiquer la non potabilité de l'eau.

- L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par l'adduction publique pour la fourniture d'eau potable (buvette, sanitaires, habitations, hangar). Un compteur d'eau volumétrique est installé sur chacune des quatre conduites d'arrivée d'alimentation en eau potable. Le volume annuel consommé est de 2 200 m3.

- L'eau des bassins de jeux aquatiques doit être filtrée, désinfectée et désinfectante. L'alimentation en eau des bassins doit être assurée à partir d'un réseau de distribution publique. Toute utilisation



d'eau d'une autre origine doit faire l'objet d'une autorisation prise par arrêté préfectoral sur proposition du directeur général de l'Agence Régionale de Santé après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et Technologiques.

- Six forages profonds de 15 à 27 m sont situés à l'intérieur du zoo. Ils sont destinés à l'abreuvement des animaux, le maintien en eau des plans d'eau, le nettoyage des enclos, la géothermie, la zone aquatique, une partie des sanitaires et l'arrosage des espaces verts. Un compteur d'eau volumétrique est installé sur chaque forage. Le volume annuel maximum prélevé est de 380 000 m<sup>3</sup>. Ces forages respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003. Chaque forage respecte notamment les caractéristiques suivantes :

- une margelle bétonnée, de 3 m<sup>2</sup> minimum autour de la tête de forage et de 0,3 m de haut au-dessus du niveau du terrain naturel, est réalisée,
- la tête du forage s'élève au-moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel (0,2 m si la tête débouche à l'intérieur d'un local) et est cimentée sur 1m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel,
- un capot de fermeture est installé sur la tête de forage avec un dispositif de sécurité interdisant l'accès en dehors des périodes d'intervention,
- le forage est identifié par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

L'interconnexion étant interdite, les eaux souterraines des forages doivent être physiquement séparés du réseau public d'eau potable. Les captages doivent être suffisamment protégés contre l'intrusion d'eaux superficielles.

- Un système de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est installé sur chaque forage et point de raccordement au réseau d'adduction publique pour éviter des retours de produits ou d'eaux polluées.

- L'exploitant doit mettre en place un suivi mensuel de la consommation en eau. Les forages sont équipés d'horloges limitant les prélèvements au strict nécessaire.

- L'exploitant doit réaliser deux fois par an une analyse de la qualité des eaux de ses six forages en analysant les paramètres physico-chimiques et bactériologiques définis à l'article 9-4.

En cas d'évolutions de la qualité des eaux, il devra fournir à l'inspection des installations classées un mémoire explicatif décrivant l'analyse des causes et les mesures correctives envisagées.

#### **Constats :**

- Plan des réseaux transmis.

- Autorisation n°2014273-0015 en date du 30/09/2014 d'utiliser l'eau du forage "aquatique" pour alimenter les bassins de l'espace aquatique ouverts au public.

- Vu factures des prélèvements en eau sur le réseau d'adduction publique. 7 compteurs au total. **La consommation relevée sur les compteurs "Bar du lagon" et "cuisine animaux" n'a pas été transmise pour la période janvier 2021-juillet 2021. Sans ces deux relevés manquants, la consommation totale sur l'année 2021 s'élève à 1 542 m<sup>3</sup>**

- Consommation d'eau issues des forages sur l'année 2021 : 224 024 m<sup>3</sup> ( forage IBIS : 15 240 m<sup>3</sup> / forage singerie : 24 363 m<sup>3</sup> / forage serre : 1 063 m<sup>3</sup> / forage train : 68 468 m<sup>3</sup> / forage aquatique : 83 392 m<sup>3</sup> / forage girafes : 31 498 m<sup>3</sup>), inférieure à la consommation maximale autorisée.

- Les 6 forages sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration et équipés d'une horloge. **Absence de pictogramme informant de la non potabilité de l'eau sur tous les forages à l'exception du forage IBIS.**

- L'exploitant informe l'inspectrice que tous les disconnecteurs présents sur les forages et les arrivées d'eau du réseau ont été retirés mais que toutes les arrivées d'eau (réseau et forage) sont munies d'un clapet anti-retour. Ces dispositifs n'ayant pu être observés le jour de l'inspection, l'exploitant démontrera leur présence sur toutes les arrivées d'eau (forage et réseau public).

- Suivi mensuel de la consommation d'eau non réalisé depuis plusieurs mois, remis en place depuis janvier 2023.

- Vu résultats d'analyses réalisées sur les six forages les 02/03/22 et 21/11/22.

Pour l'eau du forage "attraction" on note une concentration élevée en chlorures sur les deux analyses : 274mg/L en mars et 267 mg/L en novembre (référence pour la consommation humaine : 250 mg/L)

Pour les eaux des forages "singerie" et "serre tropicale" on note un dénombrement non conforme des bactéries coliformes (référence pour la consommation humaine < 1 UFC/mL) :

- forage serre : > 80 UFC/100mL en mars et 1 UFC/ 100mL en novembre

- forage singerie : 4 UFC/ 100 mL en mars et 5 UFC/ 100 mL en novembre

Pour le forage "serre tropicale" on note également un dénombrement non conforme des bactéries entérocoques intestinaux uniquement sur l'analyse du mois de mars : 8 UFC/100mL (référence pour la consommation humaine < 1 UFC /mL)

Aucune explication n'est avancée par le parc. Il convient de surveiller attentivement l'évolution des paramètres non conformes est fournir à l'inspection des installations classées un mémoire explicatif décrivant l'analyse des causes des non conformités relevées et les mesures correctives envisagées

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 4 : Gestion des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 10-3

Thème(s) : Élevage, Effluents aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

Les autres effluents issus du nettoyage des enclos (débarrassés des excréments collectés par ailleurs), du nettoyage des caisses de transport et des vidanges des bassins et jeux aquatiques sont rejetés au bief de Reclaine, après passage dans le réseau de fossés du parc (régulièrement curés), en un point de rejet principal dénommé « point de rejet Nord » et un point de rejet secondaire collectant principalement des eaux pluviales et dénommé « point de rejet Sud » (en amont du point de rejet Nord).

Un point de rejet intermédiaire entre les deux points de rejet sus-visé est utilisé deux fois par an pour vidanger le bassin des phoques.

L'incidence du rejet de TOUROPARC - SAS LIVET sur les eaux superficielles du Bief de Reclaine est appréciée par la réalisation en période d'étiage de campagnes d'analyses permettant une comparaison amont du point de rejet Sud / aval du point de rejet Nord, sur les paramètres biologiques et physico-chimique définis à l'article 10-3.

Constats :

Analyses incomplètes et réalisées en dehors de la période d'étiage : analyses du BIEF réalisées le 02/03/22 et 21/11/22 uniquement en 1 point et non amont/aval. L'incidence du rejet de l'installation ne peut donc pas être évalué.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

<b>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement ainsi que les produits dangereux doivent être stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du réservoir associé doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Produits de nettoyage stockés dans la partie "cuisine des animaux" sans rétention, idem pour les produits stockés près du hall d'accueil.</li> <li>- Produits étiquetés.</li> <li>- Présence d'une cuve double parois contenant du fuel.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées : Susceptible de suites</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

#### N° 6 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, articles 29-4, 30, 47</b>
<b>Thème(s) : Élevage, Déchets</b>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</b>
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le brûlage des déchets et des cadavres à l'air libre est interdit</li> </ul> - Les déchets internes à l'entreprise doivent être collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisance (préventions des envois, infiltrations dans le sol, odeurs) pour l'environnement. Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. - Les déchets banals non souillés par des substances toxiques ou polluantes (bois, papiers et cartons, verres, plastiques...) doivent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. - L'ensemble des déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. - Les fumiers sont stockés sur une fumière munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus d'écoulement. Ils sont remis, dans les meilleurs délais, à un établissement spécialisé dans le traitement de ces effluents. Les fumiers ne peuvent, en aucun cas, être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
<b>Constats :</b>



- Présence d'une fumière avec collecte des jus d'écoulement. Enlèvement du fumier et jus par Agri DUNAND puis valorisation par la société TPA (38890 SAINT CHEF) : vu attestation d'enlèvement du 08/06/22 (33,4T), 09/05/22 (53,8T), 09/03/22 (79,4T)

- Huiles usagées reprises par OLEO RECYCLING (attestation du 14/11/19)

- Papiers, cartons, plastiques et verre repris par MBA (Mâcon-Beaujolais Agglomération)

L'exploitant n'a pas transmis les bordereaux de reprise des déchets de soins vétérinaires repris par Cyclavet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 7 : Gestion des cadavres d'animaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 40

Thème(s) : Élevage, Cadavres

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.

Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.

Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques.

Ces lieux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés.

Pour les cadavres de moins de 40 kg, il doit être prévu une enceinte à température négative (congélateur) en attente de leur enlèvement.

Les animaux morts doivent être enlevés par l'équarrisseur.

Constats :

- Présence de 4 congélateurs à proximité de la salle d'autopsie.

- L'exploitant n'a pas présenté de bordereaux de reprise par l'équarrisseur.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 8 : Prévention des risques d'accidents et sécurité : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 32-1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

Les installations électriques doivent être conformes aux normes et réglementation en vigueur. Elles doivent être maintenues en bon état et contrôlées annuellement par un technicien compétent.

Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Vérifications annuelles des installations électriques réalisées en septembre 2022 par DEKRA sur l'ensemble du site.

Des non-conformités ont été relevées. L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs des actions correctives réalisées identifiées dans le rapport de la société DEKRA.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

**N° 9 : Prévention des risques d'accident et de sécurité : incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 32-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie sont constitués par deux poteaux d'incendie PI public situés à moins de 200 m du site par voie carrossable.</li><li>- La protection interne contre l'incendie peut être assurée par un ensemble de 20 extincteurs portatifs judicieusement répartis dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</li><li>- Ces moyens sont complétés :<ul style="list-style-type: none"><li>- par la mise en place à proximité de la cuve à fuel d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 50 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul></li><li>- Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</li><li>- Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</li></ul>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Présence de 3 poteaux incendie à proximité du site.</li><li>- Vérifications réalisées par Philippe NORBERT, professionnel basé à Yseure (03) sur :<ul style="list-style-type: none"><li>- le système de désenfumage (06/07/21)</li><li>- extincteurs 06/07/21</li><li>- système d'alarme 22/06/21</li></ul></li></ul> (vu attestation bon état de fonctionnement)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, articles 33 et 48
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment à la sécurité ou à la santé des personnes (blessures infligées aux personnes par des animaux, évasions d'animaux, etc...).  - Un rapport d'accident ou, sur demande de l'administration, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.  - L'éjointage des oiseaux laissés en liberté peut être pratiquée afin d'éviter leur évasion.
<b>Constats :</b> Incident signalé le 03/08/2022 : évasion d'un pelican de son enclos en raison d'un éjointage tardif. L'animal n'a pu être retrouvé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Clôtures des enclos**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2014, article 21
<b>Thème(s) :</b> Conception et surveillance des systèmes de clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos.  Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas, à elles seules, de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos et aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
<b>Constats :</b> Un arbre haut et branchu est présent dans l'enclos des servals et est susceptible de favoriser leur fuite. De plus, le retour grillagé de l'enclos est recouvert d'une végétation abondante de type "liane" susceptible d'être un point d'accroche en cas de saut. Au moment de l'inspection les animaux sont perchés très en hauteur dans cet arbre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

